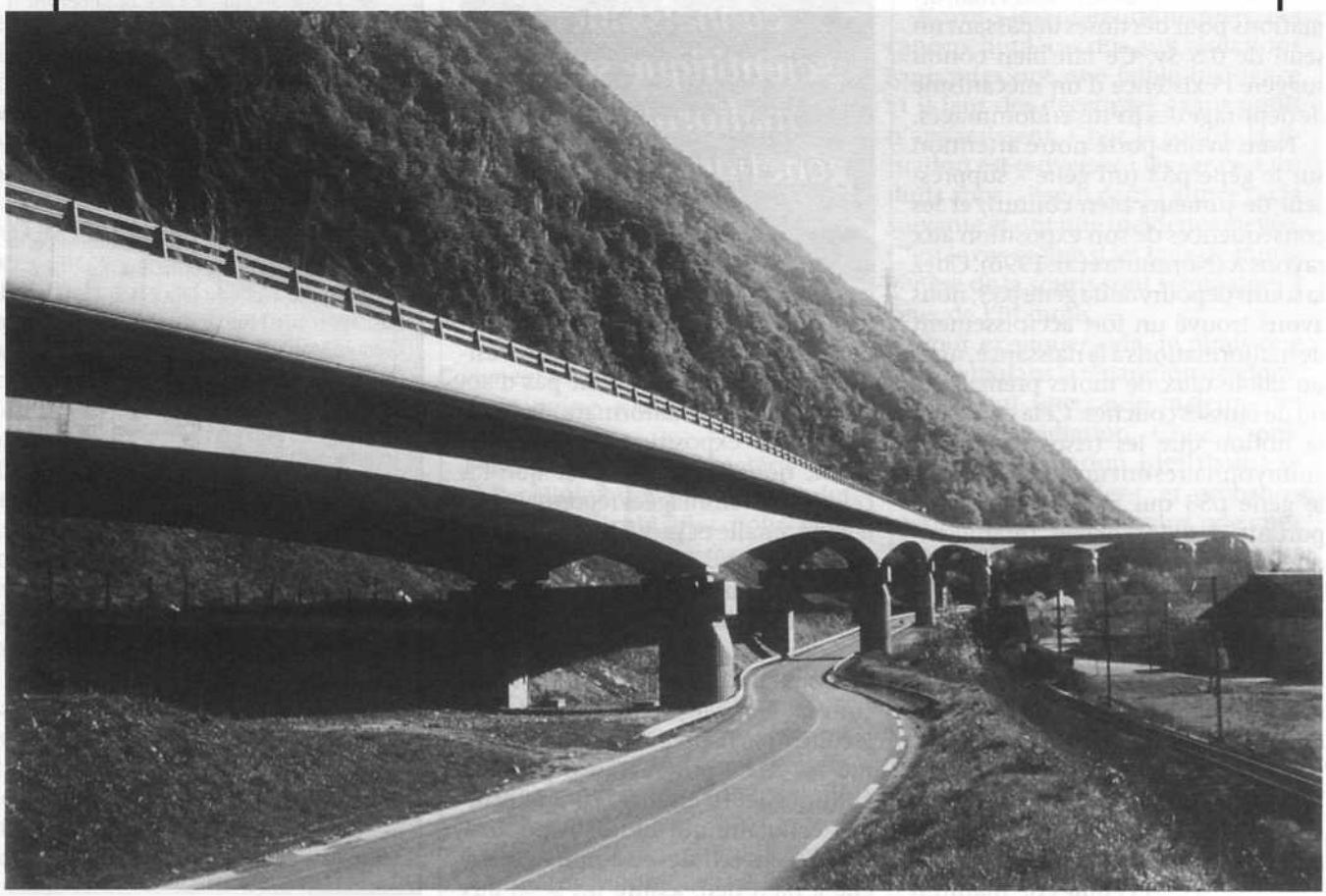
L'infrastructure économique de base

Nous terminons ici la publication du livre de Lyndon LaRouche, intitulé* So, you Wish to Learn All About Economics ? *Dans le chapitre 9, l'auteur souligne l'importance de l'infrastructure économique de base et comment elle a été détruite aux Etats-Unis par certains intérêts préoccupés avant tout par le court terme. Enfin, dans le chapitre 10, il aborde brièvement la question de l'inflation.



Dans une étude portant sur les investissements américains d'après-guerre dans l'infrastructure économique de base, une équipe d'économistes dirigée par Uwe Parpart-Henke a découvert que la corrélation statistique la plus juste que l'on puisse rencontrer en économie est celle qui existe entre les taux d'amélioration de l'infrastructure économique de base et les accroissements dans la productivité du travail[1]. On peut en effet constater qu'il existe, environ douze mois après un accroissement de l'investissement dans l'infrastructure économique de base, un accroissement similaire dans la productivité du travail. Si l'on superpose les deux diagrammes, en décalant la courbe de la productivité de douze mois en arrière, les deux courbes sont pratiquement identiques.

Les Etats-Unis ont, dans une large mesure, augmenté le taux d'investissement dans l'amélioration de l'infrastructure jusqu'au milieu des années 60. Après cette date, ce taux chuta. Certes, l'investissement total dans l'infrastructure augmenta mais avec un taux de croissance en chute libre. L'investissement total dans la maintenance et l'amélioration de l'infrastructure a atteint son maximum d'après-guerre en 1969. Après cela, ces dépenses furent inférieures à leur « condition de seuil ». Si l'on voulait aujourd'hui restaurer l'infrastructure dans l'état où elle se trouvait à peu près en 1970, il faudrait dépenser au moins 3000 milliards de dollars (de 1983), à cette seule fin.

La responsabilité de la construction et de l'entretien de l'infrastructure incombe traditionnellement à la puissance publique. Cette responsabilité s'exerce de diverses manières :

1. les dépenses directes dans la construction et l'amélioration de l'infrastructure, que ce soit au niveau local, des Etats ou de l'Etat fédéral ;

2. les agences fédérales ou gouvernementales, telles que la Tennessee Valley Authority (T.V.A.), les autorités portuaires, etc. ;

3. les entreprises de service public (*public utilities*) ;

4. les équipements privés relevant du commerce à l'intérieur d'un Etat ou entre Etats, mais soumis à des réglementation publiques, y compris les transports publics et les communications.

Une grande partie de cet effort est effectuée par la puissance publique sous forme de dépenses budgétaires directes et de mobilisation de capitaux publics (le premier cas cité ci-dessus).

Depuis 1970, mais plus particulièrement depuis les années 1973 à 1975, les dépenses gouvernementales dans ces catégories ont été réduites à une vitesse accélérée, ce que l'on peut clairement constater en prenant comme référence les estimations officielles en dollars constants. Cependant, c'est seulement si l'on considère le véritable taux d'inflation, beaucoup plus rapide que celui fourni par ces estimations officielles « politiquement correctes », que les carences apparaissent alors dans l'entretien de l'infrastructure rendant compte du délabrement physique réellement intervenu dans le laps de temps mentionné.

Ayant ceci à l'esprit, réfléchissons à la question suivante : où se retrouvent les coûts du délabrement de l'infrastructure dans la comptabilité nationale ? Pour une grande part, ils ne sont pas rapportés et même ignorés. En conséquence, et pour cette seule raison, le produit national (la valeur ajoutée) des Etats-Unis, au cours de la période 1971-1983, a été surestimé d'au moins 3000 milliards de dollars (en dollars constants, valeur de 1983). (Nous devons peut-être réduire ce chiffre afin de tenir compte que certains éléments de la contraction de l'infrastructure sont réellement rapportés dans la comptabilité nationale par les contribuables privés, les entreprises de service public, etc.)

Ceci signifie que si l'on avait fait apparaître, dans la comptabilité publique et privée, les charges que représentent la diminution et la dépréciation de l'infrastructure, les marges de bénéfice brut pour la somme des activités économiques publiques et privées auraient dû être, entre 1971 et 1983, réduites d'une somme considérable, de l'ordre des 3000 milliards de dollars (en dollars constants, valeur de 1983) représentant le déficit estimé dans l'infrastructure ! En d'autres termes, ces coûts de la diminution et de la dépréciation de l'infrastructure auraient dû être pris en compte et ajoutés aux coûts des paniers de biens d'équipement et de consommation pour la période 1971 à 1983.

Il y a une trentaine d'années, un groupe de « raiders » avait pris le contrôle du New Haven Railroad (compagnie de chemin de fer de la Nouvelle-Angleterre). En diminuant les dépenses de maintenance des voies ferrées, du matériel roulant, etc., le montant des charges par dollar de chiffre d'affaires fut considérablement réduit. Ces bénéfices momentanés, obtenus par pillage d'actifs, ont permis d'ajouter des augmentations fictives de recettes au rendement financier réalisé par chaque action en circulation. Sur la base du PER (Price Earning Ratio : rapport entre le prix d'une action et son bénéfice annuel, NdT), la valeur des actions s'est alors envolée ; les raiders se sont débarrassés de celles qu'ils possédaient en réalisant ainsi un bénéfice très substantiel mais en laissant derrière eux des chemins de fer en ruines.

Ceci constitue le modèle de ce qui a été infligé à l'économie américaine dans son ensemble à partir de 1966, et plus particulièrement depuis les années 1971 à 1974. L'astuce n'est pas nouvelle ; la mise en faillite de Jay Cooke, au début des années 1870, et l'introduction du Specie Resumption Act, permirent de lancer un processus similaire de pillage, avec les chemins de fer pour cible privilégiée, dans les années 1870 et 1880. A cette époque, et par la suite également, beaucoup de grandes fortunes américaines se bâtirent grâce à ces méthodes, de concert avec le pillage des Etats-Unis organisé par des intérêts britanniques et d'autres pays. Au moment où il fut opéré, le pillage du New Haven Railroad ne constituait pas une innovation. Depuis 1966, et encore plus depuis 1971-1974, ce type de pillage a été lancé à grande échelle contre l'infrastructure et l'industrie de base.

Les « familles »

Revenons en 1763, à l'époque de ce long trajet en voiture au cours duquel Adam Smith reçut les instructions de Lord Shelburne concernant la destruction économique et la limitation de l'autonomie des colonies anglaises en Amérique du Nord. A partir de là et jusqu'en 1863, l'establishment britannique, principalement regroupé à cette époque autour de la Compagnie britannique des

Indes orientales, s'efforça de détruire les Etats-Unis d'Amérique. Pour la mise en place de cette politique, la faction de l'establishment composée de l'entourage de Lord Shelburne s'assura la collaboration d'une force présente au sein même de l'Amérique du Nord anglophone : les Tories. Cette faction Tory, associée à Aaron Burr pendant toute cette période et jusqu'à sa mort, avait deux composantes : un groupe de Tories ayant quitté les Etats-Unis (certains pour y revenir plus tard) ; un autre groupe ayant constitué le « réseau dormant » des dirigeants Tories demeurés sur place. On y retrouvait principalement les familles liées aux Compagnies des Indes orientales britannique et hollandaise, à New York et dans le New Jersey, ainsi que leurs alliés de Nouvelle-Angleterre, les Russell, Cabot, Lowell, Higginson, Peabody, Perkins, Cushing, etc.[2]

On retrouve ces familles aussi bien derrière les insurrections jacobines des années 1790 que dans une intrigue montée par Burr pour détruire les Etats-Unis en 1800 et 1804 ; ce sont également elles qui sont impliquées dans les conspirations sécessionnistes de 1807-1808, ainsi que dans de graves trahisons de 1812 à 1814. Dans les années 1780, certains éléments issus de ce groupement de familles étroitement liées par le mariage furent associés à la Compagnie britannique des Indes orientales dans la traite des Noirs et, au début des années 1790, dans le trafic d'opium en Chine. A partir des années 1820, en collaboration avec les services de renseignements britanniques et des intérêts suisses et jésuites, ces mêmes familles fomentèrent la Guerre Civile. Elles créèrent en même temps le mouvement abolitionniste ainsi que la conspiration sécessionniste des confédérés esclavagistes dans les Etats de Caroline : leur objectif était — comme l'a confié dans sa correspondance personnelle August Belmont, le « faiseur de rois » du Parti Démocrate — de faire éclater les Etats-Unis en plusieurs fragments.

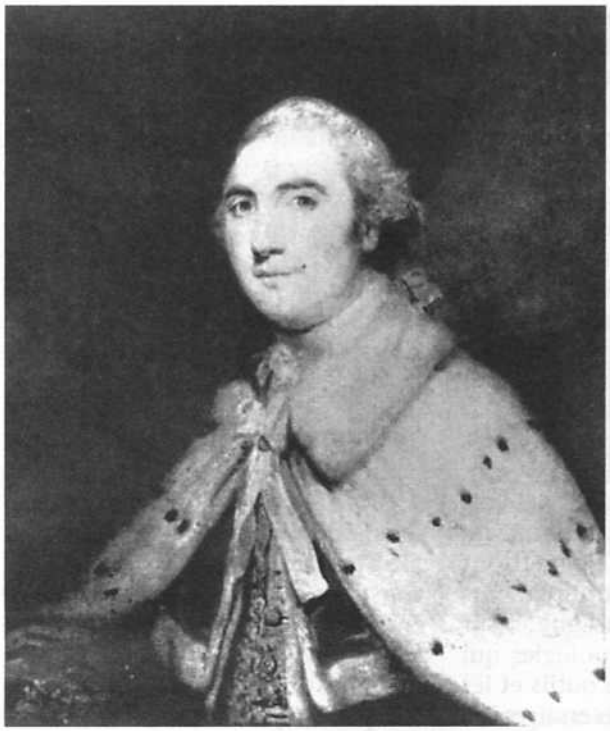
Ceci constituait le courant des agents d'influence britanniques qui collaboraient avec les agents des Services secrets britanniques tels que Sir John Robison[3]. Leur but, dès les années 1796-1797, fut — répétons-le — de détruire les Etats-Unis de l'intérieur. Ce sont les mêmes qui promurent en Amérique du Nord la *Richesse des Nations* d'Adam Smith, toujours dans le même objectif. Ces mêmes forces contrôlèrent les présidents Andrew Jackson, Martin Van Buren, James Polk (1845-1849), Franklin Pierce (1853-1857) et James Buchanan (1857-1861)[4]. Après la défaite de leurs confédérés, parmi lesquels Judah Benjamin (1811-1884)[5] et les Slidells en Louisiane, ces mêmes familles profitèrent de l'assassinat du président Abraham Lincoln (1861-1865)[6] pour entreprendre le pillage des Etats « sudistes » placés sous occupation militaire fédérale, augmentant ainsi fortement la richesse qu'ils avaient accumulée à l'aide d'entreprises aussi nobles que la traite des Noirs ou le trafic d'opium en Chine[7].

Ils mirent ainsi en coupe réglée ceux qu'ils avaient prétendu défendre, montrant que peu leur importait la manière au vu du résultat. Ils utilisèrent leur richesse, en coopération avec des forces étrangères dirigées depuis Londres, pour mettre en faillite Jay Cooke (1821-1905), promouvoir le Specie Resumption Act[8] et mettre les Etats-Unis à genoux. Ils firent passer le Federal Reserve Act, avec l'aide de leur homme de paille, Teddy Roosevelt[9], et de leur président, Woodrow Wilson[10]. Aux Etats-Unis, ils contrôlent les principales universités et les médias d'information « libéraux », le monde du spectacle comme la plupart des maisons d'édition. Ils forment « l'Establishment libéral de la Côte-Est », couramment identifié comme une branche américaine de la London Round Table, connue d'abord sous le nom de National Civic Federation avant d'adopter aujourd'hui celui de « New York Council on Foreign Relations ». Ils sont ce que le Président Franklin D. Roosevelt (1933-1945) désignait de temps à autre comme les « royalistes de l'économie ». Ils sont parfois appelés « les patriciens », et il n'est pas rare qu'ils stipendient des écrivains pour produire des livres et des articles les dépeignant sous l'image des patriciens de la Rome antique, les « sang-bleu », les « familles » constituant la riche « aristocratie » américaine. Ils sont des *oligarques*, au sens strict du terme, tel que nous l'avons défini dans un chapitre précédent.

Ils essaient, encore aujourd'hui, de détruire la république constitutionnelle fédérale des Etats-Unis. A titre d'exemple, Pamela Churchill Harriman [longtemps ambassadrice américaine à Paris, NdT], épouse d'Averell Harriman, ancien ambassadeur à Moscou, sous-secrétaire d'Etat et gouverneur de New York, finance une faction au sein du Parti Démocrate qui vise explicitement à changer la Constitution américaine afin d'établir un régime parlementaire sur le modèle britannique. Aux Etats-Unis, les Harriman ont été pendant la plus grande partie de ce siècle des racistes notoires ; la famille Harriman contrôle d'ailleurs toujours le mouvement eugéniste. Averell Harriman n'a pas seulement soutenu très tôt le dictateur fasciste italien Benito Mussolini ; lors d'un symposium tenu en 1932 au Muséum d'histoire naturelle de New York, lieu de réflexion sur l'eugénisme et autres dogmes similaires, la famille Harriman s'est mise aussi à faire l'éloge des nazis hitlériens pour leurs doctrines « d'hygiène raciale », doctrines virtuellement identiques à celles de l'« eugénisme » promu par les Harriman[11]. « Des libéraux ? Des « libéraux » soutenant non seulement le fascisme, mais aussi les doctrines d'hygiène raciale d'Hitler ? » Pour résoudre ce paradoxe apparent, il suffit de nous référer à notre description sommaire du libéralisme britannique du XIXème siècle, donnée dans un chapitre précédent.

Bien que ces groupes familiaux se soient engagés dans des oligopoles aussi bien industriels que financiers, ils furent cependant, dans leur vision philosophique oligarchique, des malthusiens avoués (adeptes du « darwinisme social ») bien avant qu'ils ne lancent le « néo-malthusianisme » au cours de l'automne-hiver 1969-1970, avec leurs confédérés étrangers de même philosophie. Ils furent, aux Etats-Unis, la force qui orchestra la campagne de propagande en faveur d'une société postindustrielle. Par conséquent, nous ne devons pas nous bercer d'illusions et croire qu'en nous précipitant dans ces milieux avec la preuve que la destruction de l'infrastructure des Etats-Unis a été un désastre, nous les persuaderons de reconnaître l'erreur de leur démarche.

On a souvent essayé d'expliquer certains comportements politiques de cet « establishment libéral » en termes de « conspiration ». Il y a certes une grande part de conspiration dans la *mise en œuvre* de telles politiques. Les conspirations existent, mais la plupart des explications fournies



Lord Shelburne. Il devint Premier Ministre britannique en 1782, et donna des instructions précises à Adam Smith, en 1783, afin de saper l'économie et les institutions des colonies anglaises en Amérique.

quant au *pourquoi* et au *comment* deviennent vite absurdes, lorsque l'écrivain ou l'orateur tentent d'expliquer ce processus en termes de simple cupidité ou de quelque chose de cette nature[12].

Les membres des « familles patriciennes » forment eux-mêmes une couche sociale fermée au sein de notre vie nationale. Ils envoient leur progéniture dans certaines écoles et universités privées, au sein desquelles le statut d'héritier de l'une de ces « familles », se distinguant des familles plébéiennes étudiant dans ces mêmes institutions, est implicitement enregistré, et dicte une ligne de conduite à son égard. Les clubs, confréries, sociétés secrètes, etc., rassemblant la progéniture des « familles » s'imprègnent de cette même reconnaissance implicite du statut social. Ceci s'applique à un ensemble reconnu d'églises, dans le cadre de confessions religieuses elles aussi reconnues, ainsi qu'aux institutions financières, à une liste limitative de cabinets juridiques, etc. Nous pouvons distinguer assez facilement cette reconnaissance implicite par les pronoms « nous » et « eux », représentant les variantes oligarchiques de la conscience de classe. Tout ceci tient du sentiment que « nous » partageons une conception philosophique du monde différente de la « leur ».

Sur la période d'environ deux siècles pendant laquelle cet « establishment libéral » s'est développé à l'intérieur des Etats-Unis, les différents aspects des croyances généralement admises ont subi des changements qui relèvent, dans une certaine mesure, de changements de paradigmes. Toutefois, les paradigmes sous-jacents — les caractéristiques axiomatiques des croyances généralement admises — n'ont quant à eux pas changé. On peut voir les « manies » changer dans les mœurs, la morale et les orientations politiques concrètes. Ceci représente, par ces aspects, une sous-culture en évolution, une sous-culture oligarchique en évolution. C'est elle qui forme et transforme les critères de jugement personnel chez l'écrasante majorité de la progéniture des « familles », et cela sur des générations successives. C'est cette disposition d'esprit, ainsi déterminée, qui gouverne le comportement individuel et collectif de cette classe, principalement dans les domaines touchant à ce « tout » que constituent les politiques culturelle, sociale, économique, juridique et étrangère des Etats-Unis.

La conspiration n'est donc pas la source des changements de politique que cette classe sociale impose aux Etats-Unis. Il serait plus juste de dire que la conspiration est un moyen pour coordonner et mettre en œuvre ce qu'exige plus ou moins « instinctivement » la conception philosophique du monde dominant parmi la majorité des responsables de cette classe, à son stade actuel d'évolution. Cette conception s'exprime à travers ces patriciens, qui « conspirent » pour appliquer les mesures qu'elle leur « dicte ».

En fait, on voit apparaître relativement plus clairement la « conspiration » au niveau juste en dessous de cette classe elle-même. A l'image des familles oligarchiques européennes, par exemple, les familles de l'establishment libéral gardent un œil sur les plébéiens talentueux susceptibles de leur être utiles. A ce sujet, la ligne de conduite semble manifestement suivre un sentiment « instinctif », selon lequel les plébéiens talentueux doivent être soit cooptés, soit détruits. Bien que parmi les « plébéiens talentueux » l'on compte aussi des « vauriens utiles », nous ne prenons ici en considération que ceux parvenus aux échelons les plus élevés des secteurs privé et public, avec un « politicien utile » ou deux en sus. Le genre de talent plébéien le plus apprécié est celui qui se trouve sélectionné très tôt, pendant ou juste après l'adolescence, parmi les effectifs d'écoles, d'universités ou d'autres institutions reconnues. Les jeunes recrues potentielles sont sélectionnées, les listes d'impétrants établies et les individus potentiellement talentueux qui ont survécu au processus de sélection sont « bichonnés » jusqu'à atteindre un certain niveau, estimé en fonction de leur utilité future. Le modèle de la cour féodale n'est jamais loin.

Dans ces conditions, il se trouve des individus assez influents dans la vie publique ou privée qui, à un niveau ou à un autre, sont redevables de leur existence aux « familles ». C'est dans la coordination du déploiement de ces individus « talentueux », que la conspiration apparaît le plus visiblement. Ces pauvres diables « talentueux » — ils ont, d'une certaine façon, vendu leur âme au diable — débitant plus ou moins fanatiquement des formules toutes faites n'ont, derrière leurs yeux vides, nulle autre volonté que celle imposée par leurs propriétaires : leur apparition est l'aspect visible de la conspiration. De manière générale, les familles préfèrent, elles, rester plus ou moins à l'arrière-plan. Il leur suffit, pour amorcer le processus, de convenir que « quelque chose doit être fait ».

Pour la plupart des membres d'une société, y compris les grands indus-

triels, les dirigeants politiques, etc., le pouvoir de ces familles « emporte le respect ». Dans ces conditions, les familles sont devenues « très respectables ». « Personne ne doit attaquer de front les "familles". Personne ne doit attaquer l'establishment de front. » Ainsi, les orientations politiques dictées par les familles deviennent habituellement celles qu'adopte la nation.

La destruction de l'infrastructure de l'économie américaine a-t-elle été planifiée ? Dans le sens de ce que nous venons de dire au sujet des « familles » ? Plus ou moins précisément, oui.

Comment bâtir de nouvelles villes

Si l'on désire déterminer la place de l'infrastructure au sein de tout le processus économique, il suffit de situer les questions présentement développées dans le contexte de notre hypothétique entreprise agro-industrielle intégrée. A part ce qui relève en elle exclusivement de l'activité des ménages, l'infrastructure est un investissement en capital dans le processus productif : gestion de l'eau, transports, production et distribution des ressources énergétiques, moyens de communication ainsi que l'infrastructure urbaine indispensable à la production et la distribution des biens physiques. Dans la mesure où les ménages fournissent la force de travail, l'ensemble du complexe industriel urbain moderne existe pour faciliter la production de biens physiques. Les ménages constituent le « marché du travail » indispensable au développement industriel, et la structure d'un centre urbain bien conçu se trouve inscrite dans la topologie des déplacements des membres de la force de travail vers les lieux de travail, ainsi que des déplacements des enfants et des jeunes vers les centres d'enseignement.

La recherche d'une conception adéquate pour bâtir des centres urbains sur Terre sera bien plus fructueuse si elle s'inscrit dans la perspective de développer des centres urbains sur la Lune et sur Mars au cours du siècle prochain. Ceci répond à un double objectif. L'aspect secondaire mais toutefois important de cette approche, c'est d'adopter un point de départ nous encourageant à effacer de nos esprits les préjugés qui découlent de la vie urbaine telle que nous la connaissons aujourd'hui. Au lieu de penser comment remédier à la conception d'un centre urbain existant, mieux vaut partir de zéro : quels devraient être les principes déterminant la conception d'un centre urbain industriel ? Le choix de ce point de départ nous amène, en grande partie, à considérer les implications des technologies qui caractériseront l'environnement des villes futures dans trente à cinquante ans ou même davantage. Ces technologies sont celles qui rendront possibles les vols interplanétaires habités. Ce sont les technologies qui nous permettront de construire des environnements terrestres simulés sur la Lune et sur Mars. Ce sont les technologies qui fourniront l'énergie, les outils et les éléments biologiques nécessaires à la vie et au travail dans de tels environnements terrestres simulés. Concevoir ces villes et réfléchir à ce qu'y devra être la vie, nous force à imaginer de la même manière comment la vie urbaine industrielle sur Terre sera organisée, dans des conditions technologiques forcément similaires.

On peut révolutionner les technologies, mais le principe de base du foyer familial ne peut être modifié sans entraîner la destruction de la société. Par conséquent, les changements de technologie devront être adaptés aux axiomes des fonctions internes du ménage et aux fonctions sociales des ménages ainsi que de leurs membres individuels, au sein de la communauté et de la société entières. De là, si une nouvelle ville est planifiée et que sa construction doive commencer aujourd'hui, et si cette planification intègre de façon appropriée l'impact des technologies mentionnées, cette ville sera fonctionnelle, à condition qu'elle soit convenablement entretenue, pendant cent ou deux cents ans, voire plus. Les gens vivent dans une unité familiale et se déplacent d'un endroit à l'autre tout au long de la journée ; en même temps, ils ont besoin que des biens et des services soient acheminés dans l'unité familiale ou à proximité. L'espace physique minimum nécessaire aux unités familiales est ainsi défini, et il en va de même pour le reste. En ce qui concerne les ménages dont le niveau culturel correspond à celui d'un âge de fin d'études de 25 ans aujourd'hui, les paramètres de répartition spatiale optimale n'ont essentiellement pas été modifiés dans l'histoire de la civilisation et ils ne le seront pas dans les siècles à venir. Comme nous l'avons déjà dit, en prenant en compte l'impact des technologies citées pour les trente à cinquante années à venir, nous avons implicitement tous les paramètres dont les urbanistes et les architectes ont besoin pour concevoir une ville dans laquelle on pourra habiter pendant un millier d'années.

Sur Terre, comme sur la Lune ou sur Mars, au lieu de poser des structures sur des parcelles de terrain, comme c'est encore le cas aujourd'hui, la construction d'une ville devrait être entamée par la construction d'une fondation commune : on pourrait imaginer un simple « nid d'abeilles » comportant peut-être trois étages souterrains, au sein desquels circuleraient indéfiniment les gens, les marchandises et les services. Cette structure doit être extrêmement résistante afin de tenir des centaines d'années, tout en étant modulable afin de s'adapter aux changements des technologies de transports, sans que la fondation elle-même doive être modifiée. La ville serait construite sur cette fondation ; en son centre se trouveraient les établissements d'éducation et les centres culturels, avec à leurs côtés les bâtiments du gouvernement central et des administrations. La forme de ces villes devrait probablement être circulaire (du moins, au sens fonctionnel de l'espace-temps physique des déplacements), avec les industries situées à leur périphérie. Leur taille devrait être limitée ; on devrait remédier à l'accroissement de la population par la création de nouvelles villes, toutes fonctionnellement interdépendantes et reliées par des voies de transports à grande vitesse (lévitation magnétique ?) et à grand débit. La ville devrait offrir un environnement complet pour la vie et les activités des ménages, et résister à l'épreuve du temps afin que, pendant plusieurs siècles, cette fonction ne puisse être bouleversée.

Le coût initial d'une telle ville par ménage pourra sembler, à première vue, très élevé. Dans la durée, la réalité est cependant tout autre si nous examinons ce coût par ménage en termes d'intensité capitalistique et si nous prenons en compte la part con-

Il est absolument nécessaire de bâtir de nouvelles villes. Cette fois-ci, il nous faudra éviter les erreurs des années 60 en France, c'est-à-dire qu'il faudra allier la gestion pratique de la ville, sa durabilté avec sa viabilité.
Le centre urbain doit être un lieu de vie et de communication, non un alignement de tours où l'on entasse les gens.

sidérable que représentent les coûts d'entretien dans la gestion d'un ensemble urbain. Le but recherché est l'économie de travail, et elle est ici obtenue grâce à une ville résistant à l'épreuve du temps et maintenue à un coût social toujours plus bas.

En portant la composante ouvrière* de la population active à environ 50%, et en lançant un « vecteur scientifique » pour dégager les bénéfices de l'économie de travail, de telles villes sont des projets réalisables dans le futur immédiat, et d'un intérêt bien supérieur aux tentatives de réparation des villes existantes, celles-ci étant fondamentalement chères à entretenir et mal conçues pour fonctionner correctement. Si une ville délabrée telle que New York devait être reconstruite, l'approche à suivre consisterait à quadriller la ville telle qu'elle est, et à reconstruire sur chaque case du damier une fondation du type que nous avons précisé, selon un plan général conforme au résultat à atteindre tel que nous l'avons défini ci-dessus. Il faut toujours garder à l'esprit que le doublement du pourcentage de la composante ouvrière au sein de la force de travail, dans un contexte de progrès technologique rapide (économie de travail), signifie au minimum doubler la productivité moyenne de la force de travail totale, c'est-à-dire que l'on peut doubler, et même plus, ce que chaque membre de la force de travail dans son ensemble peut assumer. *Ne pensez pas à ce que nous faisons, mais à ce que nous devrions être en train de faire,* y compris à la facture de 3000 milliards de dollars que nous devrons, de toutes façons, régler dans les prochaines années pour remettre en état l'infrastructure, si nous ne voulons pas mourir sous un tas de décombres.

L'eau, c'est la vie. L'eau douce est indispensable à la vie des plantes, des animaux et de l'humanité sur Terre. Les proportions par kilogramme de biomasse sont des paramètres bien connus. La distribution (et la redistribution) des ressources et voies d'eau existantes, dans le sous-sol comme en surface, fournit l'eau là où elle est le plus nécessaire. Cette distribution accroît le potentiel relatif par kilomètre carré de surface. Cependant, nous ne devons pas seulement distribuer les ressources en eau douce ; nous devons aussi les fabriquer. La fusion thermonucléaire contrôlée permettra, entre autres, de produire de l'eau douce à très bas coût. La production et la distribution des ressources énergétiques revêtent la même importance ; elles aussi permettent d'accroître le potentiel relatif par kilomètre carré de surface. Les transports et les communications produisent le même effet, *proportionnellement au niveau de production de biens physiques par individu.* Le développement de *l'infrastructure industrielle urbaine apporte le potentiel relatif le plus élevé.* Par conséquent, l'amélioration et l'entretien de l'infrastructure rendent possible l'accroissement du potentiel de densité démographique relative. C'est là que réside l'importance fonctionnelle générale de cette sous-catégorie des biens d'équipement, appelée infrastructure économique de base. De là découle la corrélation étroite entre taux d'amélioration de l'infrastructure et accroissements de productivité. ■

* Nous entendons par « composante ouvrière » la part de la population impliquée dans la production et le transport de biens physiques, de manière directe ou indirecte.

Notes

1. L'auteur a précisé, au cours d'un séminaire tenu à New York en décembre 1978, les conditions préalables à l'élaboration d'un système informatique de prévision économique. La principale exigence requise pour appliquer la méthode de prévision de l'auteur était de prendre comme modèle le traité de Riemann de 1859, déjà cité dans un autre chapitre. En raison de l'importance de ce traité ainsi que de ses implications pour la physique des plasmas et divers domaines annexes, l'élaboration de cette méthode informatique de prévision a été menée conjointement par l'hebdomadaire *Executive Intelligence Review* et la Fondation pour l'Energie de Fusion. L'auteur a fourni les caractéristiques du modèle, tant les spécifications des fonctions hydrothermodynamique que le système d'inégalités linéaires permettant de traiter les données de la comptabilité nationale. Le service économique et financier de l'*Executive Intelligence Review* a, quant à lui, préparé la base

de données. Une équipe emmenée par le directeur de la Fondation pour l'Energie de Fusion, Uwe Parpart-Henke, a dirigé le développement des applications mathématiques du programme informatique. Une équipe rassemblant les deux entités a assuré la programmation et la mise en œuvre du système informatique. Comme la base de données historiques a été établie jusqu'au XIXème siècle, et la prévision étendue aux bases de données de nations étrangères, des études spéciales assistées par ordinateur ont dû être ajoutées. Leurs résultats sont autant de références incluses dans les méthodes et procédures de prévision fondamentales. L'on parvint ainsi, en 1981-1982, à une série d'études des paramètres de densité de flux énergétique, examinés historiquement et correspondant à divers aspects du processus économique.

2. L'année 1863 fait référence à des développements en Grande-Bretagne tels que l'intervention du Prince Albert, mais aussi, de façon beaucoup plus significative, à l'impact de l'alliance militaire du tsar Alexandre II et du président Abraham Lincoln. Des navires russes furent envoyés dans les ports de New York et de San Francisco, et une note très dure fut envoyée à Lord Palmerston et Lord Russell à Londres, les prévenant que la Russie déclencherait une guerre en Europe dans le cas où la Grande-Bretagne et Napoléon III concrétiseraient leurs intentions d'intervenir militairement aux côtés des Confédérés. (La Grande-Bretagne, la France et l'Espagne avaient conquis le Mexique et imposé l'empereur fantoche Maximilien de Habsbourg pour superviser le massacre et le pillage du peuple mexicain). La Grande-Bretagne abandonna alors ses aventures militaires contre les Etats-Unis et le Mexique et, à part la menace d'une alliance avec le Japon immédiatement après le Première Guerre mondiale, elle renonça à la politique d'assujettissement des Etats-Unis par les armes qu'elle poursuivait depuis 1763.

En ce qui concerne une grande partie de la description des « familles » de l'establishment libéral, la documentation, basée sur des sources originales, provient du livre *Treason in America* d'Anton Chaitkin.

3. Sir John Robison est connu aux Etats-Unis pour son livre *The Roots of Conspiracy* (1796-1797). Ce livre, une mystification, a été republié par la John Birch Society, elle-même un écho moderne, aussi bien par son idéologie que par ses commanditaires, de la pro-britannique « Junte d'Essex » du début du XIXème siècle. Robison, un agent du SIS britannique, associé autrefois au service russe du SIS, opérait à partir d'Edimbourg à l'époque de la rédaction de ce livre et de sa publication aux Etats-Unis. Les cercles de la Compagnie des Indes orientales de Lord Shelburne collaboraient alors étroitement avec les milieux suisses et jésuites qui manipulaient le mouvement jacobin en France ; dans un même but déstabilisateur, l'agent helvético-britannique Albert Gallatin, plus tard membre du cabinet de Jefferson et de Madison, organisait des insurrections jacobines en Pennsylvanie. C'est pour essayer de cacher le rôle britannique dans la promotion de ces opérations jacobines à l'intérieur des Etats-Unis et tenter de brouiller les Etats-Unis avec leurs amis en France, que Robison rédigea son ouvrage. Il y laissait clairement entendre que les alliés de Carnot et de Lafayette — c'est-à-dire le « parti américain » en France — étaient responsables de ces troubles. Même Washington fut abusé. Plus tard, John Quincy Adams et d'autres mirent à jour la fraude du livre de Robison et rapportèrent (Adams était alors sénateur) au président Jefferson que c'étaient en réalité les amis de Robison qui se trouvaient au centre de ces manœuvres anti-américaines.

4. Comme Chaitkin l'établit, Caleb Cushing de Newburyport (Massachusetts), qui servait d'intermédiaire entre les dirigeants du mouvement abolitionniste basé au Massassuchetts et ceux de la conspiration confédérée de Charleston, a négocié l'arrangement qui permit l'élection de Franklin Pierce ; l'élection de Buchanan fut truquée par les mêmes réseaux.

5. Judah Benjamin fut, avec August Belmont de New York, un agent britannique clé au sein de la Confédération. Plus tard, Benjamin, en reprenant sa citoyenneté britannique, organisa depuis Londres la création du Ku Klux Klan (1867) et son financement initial. La marque dominante de la carrière politique de Benjamin fut sa tentative de destruction des Etats-Unis de l'intérieur. Pour se faire une idée de sa façon de penser, lire son *Treatise on the Law of Sale of Personal Property* de 1868.

6. L'assassinat d'Abraham Lincoln fut un complot conjoint des milieux jésuites (de la famille Surratt entre autres) et du Secret Intelligence Service britannique. Certains éléments permettent de soupçonner le secrétaire à la Guerre Stanton, qui avait réduit la protection rapprochée du Président à un seul agent, contraint de quitter la porte de la loge présidentielle au moment du meurtre. Au beau milieu des procès qui suivirent l'assassinat, l'enquête fut annulée. Si une grande partie de la documentation sur l'ensemble de l'affaire reste aujourd'hui encore sous le sceau du secret, les travaux d'Anton Chaitkin ont permis néanmoins de situer clairement les responsabilités.

7. C'est en lisant le dernier discours public d'Abraham Lincoln, prononcé le 11 avril 1865, trois jours avant son assassinat, que l'on comprend le mieux la raison essentielle de son élimination : « *Nous sommes tous d'accord pour dire que les Etats soi-disant sécessionnistes n'entretiennent pas avec l'Union les relations légitimes qui devaient être les leurs ; et que le seul objet du gouvernement, civil et militaire, à l'égard de ces Etats, est de les rétablir dans le cadre concret de ces relations légitimes. Je crois qu'il est non seulement possible, mais en fait plus facile, de le faire sans décider ou même sans considérer la question de savoir si ces Etats ont été jamais en dehors de l'Union. Puisqu'ils se trouvent désormais en sécurité chez eux, cela n'a aucun sens de se demander s'ils ont été en dehors. Rassemblons-nous tous pour lancer les actions nécessaires à la restauration de ces relations légitimes entre ces Etats et l'Union ; et chacun ensuite aura l'éternité pour consulter son opinion afin de savoir si, par ces actes, il ramena ces Etats au sein de l'Union depuis l'extérieur, ou s'il leur porta simplement assistance, sans qu'ils aient jamais été à l'extérieur.* » (*Collected Works*, Vol. III, New Brunswick, 1953, p. 403).

Avec Lincoln entamant son second mandat, le pillage des *carpetbaggers* (intérêts financiers « nordistes » abusant de la défaite « sudiste », NdT) aurait été impossible, car il ne considérait pas le Sud comme un territoire à occuper, mais comme une partie de l'Union égale en droits à toute autre.

8. Cf. Salisbury, *op. cit., passim*, sur les circonstances dans lesquelles le Specie Resumption Act fut adopté.

9. Au sujet de l'attitude pro-britannique et pro-confédérée de Theodore Roosevelt, voir Chaitkin, *op.cit.*

10. L'ascension politique de Woodrow Wilson s'explique, en grande partie, par les rapports qu'entretenaient E.H. Harriman et le Colonel House. En pressant la candidature de Theodore Roosevelt au nom d'un « troisième parti », ils assurèrent l'élection de Wilson, le passage du Federal Reserve Act et l'engagement américain aux côtés de la Grande-Bretagne dans la guerre mondiale contre l'Allemagne.

11. La documentation sur les antécédents fascistes et racistes des Harriman et sur le soutien apporté par le sénateur Moynihan à ce racisme harrimanien a été publiée par l'équipe de campagne sénatoriale new-yorkaise de Melvin Klenetsky, en 1982. Cf. Chaitkin, *op. cit.*

12. Il existe des exceptions à cette règle générale. Le cas du livre *The Tragedy and the Hope* de Caroll Quigley est exemplaire d'un écrivain ayant au moins le sens de comment s'enchaînent réellement les événements. Il existe également quelques aveux sincères et détaillés, comme dans *The Aquarian Conspiracy* de Marilyn Ferguson ; à ce sujet, cf. *The New Dark Ages Conspiracy* de Carol White.

En bref, au sujet de l'inflation

Au premier abord, il existe deux types d'inflation : l'*inflation par les coûts* et l'*inflation monétaire*. La première est l'inflation considérée comme une augmentation des coûts au sein du processus de production des biens physiques ; la seconde comme une hausse des prix sans rapport avec les changements des coûts de production de ces biens.

Dans l'hypothèse de notre entreprise agro-industrielle consolidée, l'inflation monétaire se produirait lorsque les prix des biens physiques augmentent sans que change la répartition entre les différentes activités professionnelles des membres de la population active. Si la hausse des prix n'excède pas l'augmentation des coûts unitaires déterminée par un changement de la composition de la force de travail, cette hausse des prix est censée être causée par celle des coûts et l'on se trouverait alors face à une inflation par les coûts.

En fait, de tels « cas d'école », survenant indépendamment l'un de l'autre, n'existent pas dans le monde réel. Dans le monde réel, ce qui tend par nature vers l'inflation monétaire cause une inflation par les coûts, et ce qui tend naturellement vers l'inflation par les coûts cause l'inflation monétaire, ou un choc déflationniste.*

Ce point crucial constitue une question que nous avons déjà abordée. Nous l'examinons ici sous un nouvel éclairage.

L'argent mis en circulation ou ses substituts (tels que les effets négociables ou le crédit mobilisable sous forme de titres de paiement ou de créances convertibles), va bien quelque part, et apparaît au bout du compte comme une créance sur une richesse tangible ou du travail. Par exemple, le paiement en monnaie de gains obtenus par l'usure financière ou provenant de la rente foncière, rentre dans la catégorie des Gaspillages au sein des Frais Généraux. Il va dans les mains du bénéficiaire, *en échange de rien*. Il n'y a pas d'« échange » ; il y a simplement une prise. L'obligation de payer de telles créances, par la production et la distribution de biens physiques, par du travail payé ou par d'autres moyens, constitue une taxe implicitement ajoutée au prix de tous les biens. Les coûts augmentent en conséquence ; cette pression mise sur les coûts pousse les prix à la hausse. L'économie paye plus pour sa production totale, et ne reçoit rien en échange. C'est l'*inflation*. Cependant, quelqu'un reçoit cet argent et le présente, quelque part, sous forme de créance sur une richesse tangible ou un travail.

Pire encore, il est probable que cet argent sera remis en circulation et servira de base à de nouvelles opérations usurières, à de nouveaux paiements de rentes foncières, et ainsi de suite. Comme un cancer, l'usure occupe une place de plus en plus grande au sein de l'économie et pompe des parts croissantes du revenu monétaire que l'économie engendre. Ceci fait chuter les achats de biens physiques et de services : ce type de cancer, si on le laisse se développer, tend à mener vers une stagnation combinée avec de l'inflation. Il y a quelques années, quelques petits malins ont forgé le mot « stagflation » pour désigner ce processus. Aujourd'hui, les sommes d'argent détenues par les usuriers s'accroissent toujours davantage, et la croissance de la part qu'ils extorquent augmente de plus en plus rapidement par rapport au flux monétaire total de l'économie. L'inflation s'accroît.

Une bulle est alimentée par les usuriers spéculant sur la rente foncière. Les loyers augmentent, reflétant l'accroissement de la part de la rente foncière. Le marché immobilier, gouverné par les rendements, fait grimper le prix des terrains à bâtir. L'industrie, incapable de supporter ces augmentations du coût de la rente foncière, déménage. Les ménages à revenus moyens déménagent également, laissant la place aux très pauvres et aux très riches. Le coût des salaires explose dans la région touchée, le coût de la rente foncière à couvrir devenant de plus en plus lourd par rapport au loyer d'origine. Les industries et leurs employés partent alors encore plus rapidement. Les seules qui restent sont celles qui font des profits élevées en sous-payant les pauvres.

L'argent de l'usure rachète des pans toujours plus grands de l'économie, pendant que les ménages employés dans l'usure et les entreprises de l'usure, consomment de plus grandes quantités de biens physiques et des portions Economiques des Frais Généraux. Ainsi, la structure des processus sociaux et productifs de l'économie se trouvent bouleversées. Les parts relatives des diverses composantes du Revenu National changent du tout au tout. L'inflation prend la forme d'une inflation par les coûts.

Quelqu'un répand alors la rumeur selon laquelle « un taux de croissance trop rapide provoque l'inflation ». Il pourra même produire des tableaux et des graphiques pour étayer son argumentation. C'est une totale ineptie. Naturellement, si le cancer de l'usure (et tout ce qui constitue du Gaspillage dans les Frais Généraux) a atteint le niveau à partir duquel sa part dans la croissance de la masse monétaire augmente par rapport à celle du reste de l'économie, l'expansion monétaire alimentera les Gaspillages plus rapidement que les autres aspects de l'économie. Dans ces conditions, les efforts mis à stimuler la croissance réelle correspondront fatalement à une augmentation du taux d'inflation.

Imaginez maintenant qu'une bande d'assassins se cache le long d'une route entre deux villes, attaquant et tuant nombre de voyageurs sur cette route. Dans de telles conditions, que dirait-on de l'expert qui se vanterait d'avoir la preuve statistique que l'accroissement du taux de mortalité dans les deux villes est dû aux déplacements entre l'une et l'autre ?

Les méthodes pour traiter l'inflation sont :

1. promouvoir un taux élevé de progrès technologique dans une production de biens physiques en accroissement ;

2. n'autoriser l'accroissement d'émission monétaire que pour des prêts aux catégories d'investissements appropriées, telles que nous l'avons indiqué plus haut ;

3. taxer les revenus de l'usure et les postes de Gaspillage dans les Frais Généraux, jusqu'à provoquer leur disparition.■

---

* C'est précisément le cas de la situation actuelle en Europe, où il se produit une déflation bien que le prix des valeurs mobilières et des titres financiers s'accroisse, faute d'investissement et de consommation de biens physiques (NdT).